

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

20 AU 26 SEPTEMBRE 1990

N° 794

10,00 F



CRISE DU GOLFE

Non aux logiques impérialistes !



Face à l'Irak... l'entente des « grands ». © Chesnot/Sipa press.

GOLFE

La dette irakienne

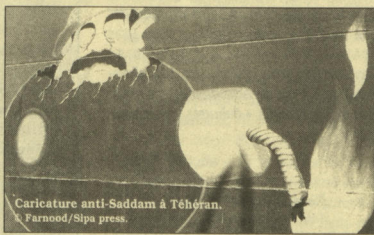
Si le Koweït reste un empire financier — comme on l'a vu la semaine dernière — l'Irak, blocus ou non, est un pays très endetté après huit longues années de guerre avec son voisin iranien.

COMME tous les pays du tiers monde, l'Irak se trouve confronté au problème insurmontable de la dette, avec cette différence qu'il est ruiné par presque dix ans d'une guerre qui faisait bien les affaires des Occidentaux, et que ses revenus sont limités par les bas prix du pétrole. L'Irak se trouve donc dans l'incapacité de faire face aussi bien aux échéances financières qu'aux nécessités de la reconstruction.

La dette que l'Irak a accumulée pendant la guerre s'élève à 70 milliards de dollars,

se répartissant ainsi : 40 vis-à-vis de l'Occident, de l'URSS et du tiers monde, et 30 vis-à-vis des pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Koweït. La dette envers la France s'élève à 26 milliards de francs (entre 5 et 6 milliards de dollars). Les crédits se faisant rares pour ce pays incapable de rembourser, l'Irak s'est retrouvé mis à l'écart de la

« communauté financière internationale ». La brutalité des méthodes employées par Bagdad ne rendent pas les choses plus faciles et ont rebuté les plus gros prêteurs. Il ne s'agit évidemment pas de brutalité en matière de droits de l'homme mais de violation des usages financiers. Le gouvernement irakien, sous des prétextes stratégiques, maintient le black-out sur les données bud-



Caricature anti-Saddam à Téhéran. © Farnood/Sipa press.

gétaires ; aussi les prêteurs sont-ils confrontés à une quasi-absence de données chiffrées, aggravée par la multiplication des contentieux, par le non-paiement des intérêts, etc., alors que se poursuivent des plans de reconstruction ambitieux malgré une situation financière dramatique.

(suite p. 5)

INSOUMISSION

Gilles Morlot : histoire d'une « galère »

MON refus d'effectuer un service militaire est essentiellement motivé par le refus de la guerre.

La guerre engendre indubitablement la violence inutile : pillages, viols, torture, exécutions sommaires sont inhérentes à la fonction du combattant. Chaque guerre du passé a prouvé cette vérité, de la plus dure (1914-1918) à la plus inutile (l'Algérie) ; la guerre du Vietnam a profondément traumatisé toute une génération d'Américains.

On ne peut accepter de prendre un fusil sans être contraint, à un moment ou à un autre, d'effectuer un acte que sa conscience réprovoque : je ne voudrais jamais être amené à faire partie d'un peloton d'exécution...

L'instruction militaire déstabilise le soldat

Quant à la « dissuasion » nucléaire, elle ne fait que prouver, de par son incohérente énormité, que la souffrance et la vie humaine ne resteront qu'un point de détail dans l'Histoire. Il en va de même pour toutes les armes chimiques, bactériologiques et autres.

Le service national hérite de cet état de fait...

L'instruction militaire a pour but avoué de déstabiliser et désensibiliser le soldat, pour en faire un serviteur efficace et impersonnel, au même titre que son arme. Et ceci, dans le plus grand mépris et le rejet systématique de toute individualité.

Cette base est étayée par une discipline aveugle et bureaucratique, qui facilite l'application du sacro-saint règlement. La règle du « pour l'exemple » y règne toujours en maître.

Il ne sortira jamais d'une caserne un être adulte et responsable, mais un soldat dépersonnalisé et reprogrammé.

Le statut d'objecteur de conscience, en 1978, n'était pas du tout adapté et ne pouvait convenir aux besoins qu'en attendaient les demandeurs.

Il était très restrictif (formulation de la demande, impossibilité de choisir son affectation...), et attribué avec parcimonie. Son application était régie par un décret paramilitaire (paquetage, interdiction d'exprimer ses opinions politiques ou syndicales...).

Et surtout, il n'avait pratiquement aucune valeur légale : la publicité et la propagation de ce statut étaient interdites et passibles de sanctions pénales.

Il ne m'était pas concevable de « légitimer » ce statut inadéquat en le réclamant. Je ne pouvais donc que me retrouver en position d'insoumis.

Par ailleurs, en contestation de cette situation ridicule, j'ai effectué volontaire-

ment pendant deux ans, un service civil alternatif qui correspondait à l'optique et à la philosophie d'un objecteur de conscience : choix de l'association, travail constructif et intéressant, se sentir utile, aucune contrainte sur ses opinions...

Je dois signaler que les modalités et la réglementation du statut actuellement en vigueur, ne peuvent que confirmer ma démarche.

Convaincu intimement du bien-fondé de ma démarche, j'ai devancé l'appel afin de m'intégrer au mouvement insoumis. N'ayant pas répondu à mon ordre de route, je suis déclaré insoumis depuis juin 1978. Dans le même temps, j'effectuais un service alternatif de deux ans dans une association à but non lucratif.

Pendant la période d'amnistie de 1981, ma situation est restée identique, aucun fait nouveau n'ayant été porté à ma connaissance. J'ai appris par hasard en 1983, par la mairie de mon lieu de naissance, qu'un nouvel ordre de route pour février 1982, leur avait été remis.

Suite à la nouvelle réglementation du statut d'objecteur, j'ai pris contact avec l'Armée par l'intermédiaire d'un avocat conseil. Cette démarche n'a rien apporté de concret. Lors de l'amnistie de 1988, n'étaient plus astreintes au service militaire, les personnes ayant 29 ans au 31 décembre 1988. (J'ai eu cet âge le 19 janvier 1989...). J'ai pris tout de même contact avec le Bureau du Service national de Versailles qui m'a confirmé que je restais incorporable jusqu'à 34 ans.

L'otage du 126^e Régiment d'Infanterie

Arrêté depuis le 12 juin, je suis poursuivi par le 126^e RI de Brive, pour refus d'obéissance avec une sanction disciplinaire de 40 jours, dont 20 jours d'isolement.

Pendant ces douze ans d'insoumission, je suis resté en France, ne concevant pas d'aller me cacher à l'étranger. J'ai travaillé régulièrement et je possède une expérience et qualification professionnelle me permettant de ne pas avoir de difficultés pour trouver un emploi. (J'ai travaillé plusieurs années pour le même employeur).

Je vis en concubinage notoire depuis 1984, nous avons un enfant de 4 ans que j'ai reconnu et dont j'ai l'autorité parentale conjointe.

Cette arrestation entraîne de forts problèmes financiers pour ma conjointe, étant au chômage et en fin de droit ; et des évidents problèmes psychologiques pour mon fils, étant très attaché à son père.

Gilles Morlot

(texte transmis par la liaison FA de la Creuse)

T 2137 - 794 - 10.00 F



F° P. 2520

Le circonflexe, l'Europe et le volapük

Après le débat, qui s'est déroulé au printemps, à propos de l'espéranto et l'article sur le langage des médias publié dans le n° 791 du *Monde libertaire*, nous poursuivons notre exploration du domaine linguistique par une étude concernant la réforme de l'orthographe, envisagée dans les sphères gouvernementales.

LES propositions sur l'orthographe faites par le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) au Premier ministre et acceptées par celui-ci invitent à revenir sur la question de fond qui est ainsi posée. Voici donc une nouvelle réforme, mais moins spontanée, moins innocente, celle-ci, que les précédentes, et sous l'aspect anecdotique, elle mérite qu'on s'y arrête.

De quoi s'agit-il ? D'une entreprise unitaire et ambiguë de révision de la langue, intitulée certes « aménagement linguistique », « rectification », dont le but est de « moderniser l'écriture du français ». Un aréopage d'« éminents linguistes » s'y emploie, nous explique-t-on, depuis un an. Ici, la compétence semble décisive. Mais ces linguistes, ces techniciens, fussent-ils proches, pour certains, du pouvoir, sont-ils plus qualifiés que les citoyens, les écrivains, les locuteurs ordinaires, pour trancher de ce que doit être et devenir notre langue ? On nous le rappelle : « On ne modifie pas l'orthographe par décret », nul ne saurait légiférer sur la langue. Mais on n'est pas loin d'une telle opération aujourd'hui, dès lors que le pouvoir a bien pris la langue pour objet, et cela dans une perspective (éminemment politique) de « modernité », puisque c'est cela, nous dit-on, qui est en jeu, qui fonde le projet. Sur ce concept et le sens ici de son usage, quelques constatations.

Ce travail reprend et prolonge, d'abord, une campagne de pédagogues et de technocrates socialistes de la FEN (J.-C. Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC, n'est-il pas l'un des idéologues du

PS en matière d'éducation ?), ces hus-sards roses de l'école et du langage qui jouent de plus en plus, en France désormais, relayés par Baudelot et Pécuchet, aux petits Jdanov de la modernité. Question : le PS peut-il aujourd'hui nous donner des leçons de modernité, nous dire ce qui est et ce qui n'est pas « moderne » et toucher à la langue, faute d'innover par ailleurs ?

L'orthographe et les « défis » à venir

Les motifs invoqués, ensuite, sont à interroger. Il s'agit, nous assure-t-on, noble visée, d'adapter l'orthographe française « au contexte culturel et politique actuel », aux « défis » à venir... savoir : 1) accéder plus aisément à l'informatique ; 2) s'aligner davantage sur le code oral, pour permettre aux 80% de futurs élus d'atteindre, au cours « d'études raisonnables » (sic/SMIC culturel ?), le niveau requis (lequel désormais ?), c'est-à-dire : 3) s'adapter à la compétition européenne, car la langue actuelle, dans sa graphie trop complexe, menacerait, ô paradoxe, la situation et l'avenir même de la francophonie. En gros, un français « modernisé », plus apte à la saisie informatique et à défendre un espace vital dans l'Europe de 1993.

Qu'on puisse imaginer, ici et là, des simplifications de l'orthographe, la fin de certaines aberrations (tirets, accords, pluriels, consonnes doubles à harmoniser...), que la langue ait souffert, autour du XVII^e siècle, d'une sophistication souvent délibérément élitiste ou esthétisante, personne n'en disconvient, mais cette

langue, fixée au XVIII^e siècle, existe, et on ne saurait nier — excusez le cliché — sa fécondité, sa qualité d'outil longtemps universel, et, jusque dans sa morphologie, sa nature consubstantielle à notre pensée, notre imaginaire, notre vision du monde. Et faut-il rappeler aux pédagogues du pouvoir, dans leur hypocrisie (leur ignorance pratique ?), que la difficulté du système orthographique n'est pas, et de loin, le plus efficace obstacle à la démocratisation du savoir, à la fin des inégalités dans l'école et dans la nation ?

On peut rêver, en revanche, sur la vision et les arguments des réformateurs. Qu'est-ce qu'une langue « modernisée », simplifiée, pour l'Europe et « les défis de demain » ? Avenu ou conduite d'échec ? A moins de programmer déjà sa disparition, ou de fantasmer sur celle-ci, comment penser *a priori* que le français serait inapte, tel quel, à défendre son rôle, à être l'instrument privilégié de notre activité et de notre place dans les relations internationales ?

Le « niveau monte », en effet, mais c'est décidément celui de la démagogie pseudo-moderniste, du renoncement à quelques exigences culturelles (et sociales) essentielles, de l'alignement pauvre sur un horizon européen auquel il reste précisément à donner une signification crédible et un idéal — en face de quoi promesses et projets « culturels » apparaissent si tragiquement comme des alibis. On n'entend pas, ainsi, curieusement, ces éminents lexicographes, ces humanistes éprouvés, faire un peu de sémantique et interroger les appellations — si obscènes, si limitées dans leur uniformité économiste — données à l'Europe de 1993 : « Grand marché », « Marché unique », « Marché intérieur »... Le discours continu sur l'Europe, qui sous bien des aspects masque trop souvent aujourd'hui un vide de la pensée politique, une absence de vrai projet, qui ressemble si fâcheusement à une molle fuite en avant, use lui-même, observons-le, d'une langue incantatoire, répétitive — de tautologie en forme de trou noir — cet idiome-là, si heureusement simplifié, n'est-il pas lui aussi mortifère ?

Le complexe socialiste devant la « modernité »

Comment ne pas retrouver au fond, dans cette démarche de la réforme, quelque chose de ce complexe socialiste devant la « modernité » des autres, faute d'en imaginer et d'en faire promouvoir une nouvelle, authentique et libre (pas libérale, non merci), qui trancherait davantage avec les seules, les obsédantes pesanteurs économiques, avec le travail des lobbies « culturels » du libéralisme ?

Quelle serait la force d'une langue toujours plus coupée de son histoire ? Quels intérêts objectifs servirait-elle à terme ? Quelle politique culturelle générale traduirait-elle, appellerait-elle ? Celle, peut-être, si moderne, du renard libre dans le poulailler libre.

Que nous propose-t-on pour l'avenir ? Un volapük démocratique ? Un sabir pour les pauvres ? Le pictogramme amélioré ? Et, pour plus tard, quand nécessaire, la « nov-langue » de l'Océania d'Orwell ? (Il faudrait signaler ici, point par point, les contradictions, les confusions, les atteintes inutiles à certaines « images graphiques », et d'une manière générale, l'absence de cohérence interne des modifications préconisées dans le rapport du CSLF, mais c'est un autre débat.

Rappelons toutefois que notre langue vit par elle-même intensément, que le français connaît plus que d'autres, déjà, une dynamique propre : deux à trois mille néologismes viennent chaque année à diversifier et l'enrichir...)

Peut-on avouer, pour conclure, une tendresse particulière pour l'accent circonflexe, lui aussi obsolète ? Que nos législateurs sachent qu'une dissidence infinie pourrait naître dans une Europe du *Basic french* : le surgisement têtue de *samizdats* où l'on userait encore, quelques décennies, de l'accent interdit. Que deviendront sinon le rêve, le théâtre et l'être ? Et, dans la nuit européenne, le cri même du mouton docile ?

Dominique Chouraki

Amis lecteurs

Constants dans notre souci de vous communiquer les résultats financiers de la nouvelle formule, nous portons à votre connaissance les chiffres du *Monde libertaire* concernant la période de janvier à fin août 1990. Cependant, nous devons vous avertir que ces données demeurent hélas partielles et toujours sujettes à caution tant que l'exercice 1990 n'est pas bouclé. La variabilité saisonnière des rentrées, les surcoûts momentanés de janvier à mi-mars dus au changement de formule (campagne de promotion, coût de l'ancienne formule jusqu'au 15 mars), le nombre de parutions diffèrent sur la même période entre 1989 et 1990, doivent inciter à la plus grande prudence dans l'analyse.

Après ces quelques précautions, nous résumerons la situation en une phrase : les recettes sont globalement constantes (avec une légère augmentation au numéro, selon les secteurs), les dépenses ont diminué mais demeurent cependant supérieures à nos prévisions. Ce qui amène à conclure que le déficit a diminué de 3 777 F en moyenne au n° (7 794 F en 1989, 4 017 F en 1990), mais que cela n'est pas suffisant. Nous pensons cependant que les surcoûts tendront à s'atténuer avec la permanence de la nouvelle formule, permettant d'atteindre le déficit prévu pour 1990 et se chiffrant entre 2 000 et 2 500 F par numéro. Un contrôle des dépenses effectives et des prévisions effectué en octobre 1989, puis réactualisé en mai 1990, incite à le penser car les chiffres envisagés demeurent fiables.

Dans le *ML* n° 791, daté du 28 juin au 4 juillet 1990, nous vous indiquons les incertitudes liées aux ventes NMPP. Les résultats de janvier à fin août nous conduisent aujourd'hui à l'optimisme puisque nous avons touché au total 95 307 F pour 22 n°s, soit 10,5% de plus globalement que pour la même période en 1989 (86 241 F pour 27 n°s). A comparer également avec 1988, où nous avons reçu 104 700 F pour 27 n°s. Ce qui donne respectivement un règlement au numéro de : 4 332 F en 1990, 3 194 F en 1989 et 3 877 F en 1988.

Mais, nous ne le répéterons jamais assez, la grande variabilité saisonnière des recettes doit nous inciter à la prudence. Nous savons aussi que nous pouvons compter sur vos souscriptions et virements automatiques pour soutenir le *Monde libertaire*, cependant lors du congrès de la Fédération anarchiste des souhaits ont été émis par les militants : que l'on tente de diminuer le déficit le déficit par d'autres actions.

On peut bien sûr songer à organiser un gala, et nous y vaillons, mais cela prend du temps et mobilise les énergies. Par ailleurs, nous avons également pensé à créer une cuvée spéciale du *Monde libertaire*, à laquelle nous espérons que les lecteurs et les sympathisants du mouvement feront le meilleur accueil. Une autre idée serait d'exploiter les archives du journal pour éditer une série de cartes postales reprenant les plus célèbres « unes » de notre organe de presse. Nous avons des idées, il s'agit maintenant de les mettre en pratique. Nous vous tiendrons donc au courant de tout cela au cours de prochains « Amis lecteurs ».

Les administrateurs

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

RENTREE SCOLAIRE

Prendre le problème à la racine

Si on excepte quelques vaguelettes ici et là, la rentrée scolaire s'est, cette année, effectuée dans le calme.

Pourtant, aujourd'hui, comme hier, l'école reste dramatiquement incapable d'instruire le plus grand nombre.

Manque de moyens ?

Manque de réformes au plan pédagogique ?

Logique d'une école

de classe ? D'une école de l'Etat ?

Ou logique d'une division sociale qui, entre autre, s'enracine dans la propriété parentale et le « sous-statut social » réservé aux enfants ?

Un peu plus de 700 000 enseignants auxquels il faut ajouter les personnels administratifs et de service, treize millions d'élèves... cette année, comme tous les ans, la rentrée scolaire, ce n'est pas rien !

Consensus et réformisme

En temps ordinaire, cet événement donne lieu à un concert de grincements, de « bavures », de protestations, de revendications... qui concourent à placer la rentrée scolaire au premier rang de la rentrée sociale.

Cette année, cependant, un calme étrange préside à la remise en branle de la plus grosse entreprise du pays. Certes, il y a bien, ici et là, quelques murmures et même quelques étincelles, mais de levées massives de boucliers syndicaux ou parentaux, point !

A l'évidence, la personnalité ô combien lisse et fuyante d'un ministre blanchi sous

le harnais et synthèses en tous genres et la stratégie politique d'un Parti socialiste cheminant à petits pas réformistes dans la gestion du capitalisme expliquent largement l'espèce de consensus mou caractérisant cette rentrée scolaire.

Dans un premier temps, Lionel Jospin s'est en effet attaché à se forger une certaine image de marque. Un art consommé dans l'esquisse des grands conflits de toujours entre le public et le privé, le laïc et le religieux..., l'affirmation martelée d'une recherche du dialogue, mais dans la fermeté, avec les « partenaires sociaux »... ont permis de donner à son ministère le look modéré et ouvert qu'affectionne monsieur-tout-le-monde. Fort de cette image de marque, il a pu ensuite consacrer tous ses efforts à gérer subtilement le social. Restructuration en cours du syndicalisme enseignant dans le cadre d'un « grand » syndicat de la fonction publique, débarrassé de ses moutons noirs et de la volaille communiste, des petits avantages distribués aux bons élèves de la FEN (revalorisation de certaines catégories d'enseignants, transformation des instituteurs en professeurs d'écoles, mise en place d'instituts universitaires de formation des maîtres...), un chouchou de réformatrices pédagogiques (la mise en place de cycles pluriannuels en primaire, la création dans le secondaire de conseils de délégués d'élèves présidés par le... chef d'établissement), deux doigts de démagogie avec l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, trois onces d'humanisme social avec une attention plus soutenue à l'égard des zones d'éducation prioritaires..., on endormirait à moins le petit peuple enseignant.

Cela étant, si le réformisme socialiste fait preuve d'une telle efficacité dans l'art d'anesthésier les travailleurs de l'Education nationale et de désamorcer les conflits, le mérite ne lui en revient qu'en partie. Qu'on ne se y trompe pas, en effet, si le consensus mou recouvre aujourd'hui le paysage scolaire de sa lumière blafarde c'est aussi, et peut-être surtout parce que les alternatives syndicales, pédagogiques et bien sûr politiques traversent une crise de crédibilité et de légitimité sans précé-

dant. L'implosion du modèle de l'Est, la désintégration du prêt-à-penser marxiste, le lamentable syndical et ses magouilles, l'impuissance du syndicalisme révolutionnaire et des épiceries révolutionnaires à sortir de la marge, l'étiollement des mouvements pédagogiques naviguant à hue et à dia entre la récupération et la survie... autant de faits qui n'incitent guère à la critique du réformisme qui se fait jour, ici et là, à passer du stade du chuchotement à celui de la clameur et qui structure un consensus non d'adhésion mais de manque de perspectives.

Depuis toujours, ou presque, tout ce que l'Education nationale compte de progressistes s'est attachée à dénoncer le caractère de classe de l'école capitaliste et à réclamer d'avantage de moyens, d'avantage de profs, un enseignement pluriculturel..., pour remédier à sa propension à exclure les enfants des classes ouvrières de la réussite scolaire.

L'école de classe et école de l'Etat

Certains d'entre eux parmi lesquels les libertaires ont ajouté à la dénonciation du caractère de classe de l'école capitaliste celle de son caractère d'institution étatique et sans pour autant négliger les revendications de types quantitatives se sont attachés à mettre en avant des revendications et des projets touchant à la pédagogie, la vie institutionnelle et au rapport enseignant-enseigné. Or, et tous ceux qui ont eu l'occasion d'enseigner avec des moyens et une certaine liberté pédagogique et institutionnelle savent de quoi je parle, tout cela ne suffit pas. Même avec plus de sous, plus de profs, plus d'autogestion et plus de pédagogie antiautoritaire, l'école continue imperturbablement, ou en tout cas sans différence importante à reproduire la division sociale. A croire que les enfants des classes ouvrières portent en eux le chromosome de l'échec scolaire... ou que le problème ne se situe pas au seul niveau de l'école.

Le rapport étroit existant entre une société et son école (et vice-versa) n'est pas en soi une découverte et nous sommes

nombreux à expliquer qu'une école populaire libertaire n'aura de chance d'exister que dans le cadre d'une société elle-même libertaire. Cela étant, nous n'avons jamais poussé le raisonnement beaucoup plus avant et si d'aventure l'histoire nous offrait l'occasion, à la faveur d'un grand mouvement social de pouvoir mettre nos idées en pratique, il n'est pas certain que nous réussissions à échapper à la logique d'une école reproduisant la division sociale.

Réussite scolaire, émancipation sociale et politique de l'enfance

Tant, en effet, que les enfants demeureront des propriétés parentales, ils seront condamnés à porter la croix de leur origine et à se structurer à l'identification... ou à la révolte. Et tant qu'ils seront considérés comme des mineurs par la société, ils manqueront — méfiance du paternalisme oblige — de bonne raisons d'être des sujets actifs d'un projet conçu et géré par d'autres. Bien évidemment le problème n'est ni d'arracher les enfants à leurs parents ni de mettre en place une propriété étatique de l'enfant, mais il est, à partir d'un certain âge de donner à ces enfants le droit et le pouvoir de « choisir » leurs parents en établissant entre les uns et les

autres des rapports de non propriété et donc de non obligation. Forts de cette émancipation — pour peu quelle s'accompagne des moyens de sa mise en œuvre, avec entre autre l'instauration de centres d'accueil autogérés — les enfants auraient l'occasion (un peu, beaucoup, passionnément) de se construire sur des bases toute à la fois personnelles et sociales et nul doute que cela contribuerait sérieusement à entamer le fatalisme de l'origine sociale. De même si les enfants cessaient d'être des exclus de la vie sociale (des mineurs) et s'ils avaient le droit et la possibilité de participer pleinement à la vie sociale et au processus de décision, nul doute que cet apprentissage précoce d'une citoyenneté pleine et entière leur permettrait de s'inscrire dans un projet scolaire et éducatif autogestionnaire autrement qu'en spectateurs méfiants du... paternalisme.

Au bout du compte, et on l'aura aisément compris, la problématique de l'école et de la réussite scolaire s'insèrent dans des espaces qui n'ont guère l'habitude d'être explorés et fréquentés, y compris par les révolutionnaires.

Mais là réside peut-être le pourquoi d'une certaine crise de crédibilité tant il est vrai que la liberté ne se divise pas : elle est totale ou elle n'est pas.

Jean-Marc Raynaud

COMMUNIQUE

La Fédération anarchiste ne s'associera pas aux travaux entrepris par plusieurs organisations sous l'impulsion notamment de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et de l'appel des 250 pour sensibiliser et mobiliser l'opinion publique contre le racisme et contre l'extrême droite.

Acceptant de participer à une réunion, devant examiner les modalités d'une telle entreprise, la Fédération anarchiste a fait connaître ses profonds désaccords sur les objectifs et les moyens que comptent se donner les initiateurs de cette campagne.

Pour n'être pas scandaleuse cette initiative n'en demeure pas moins lourde d'inconséquence. En l'occurrence, la campagne qui s'annonce risque de n'être qu'une raison supplémentaire de regroupement autour de Jean-Marie Le Pen. Pourquoi ? Les animateurs de cette campagne restent silencieux sur des points essentiels :

- les questions de l'inégalité sociale, mais surtout de la misère n'y apparaissent pas, alors qu'elle devraient faire l'objet d'un traitement minutieux et intransigent ;
- l'ensemble des lois, des normes et des comportements discriminatoires ne suscite pas même de condamnation sans appel ;
- l'immoralisme fondamental de l'organisation et des dirigeants de notre société, de même que celui, plus odieux sans doute, que préconise l'extrême droite n'y sont pas établis et dénoncés.

L'égalité, la liberté et l'éthique ne préoccupent donc pas les antifascistes ? comment négliger de s'attaquer aux points centraux de la question sociale et autour desquels s'articule toute la pensée politique et prétendre barrer la route aux tenants de l'obscurantisme politique, social et moral ? N'est-ce pas une grave illusion de vouloir combattre la fascisation de la société sous l'angle strict de l'idéologie ?

L'extrémisme de droite serait-il un mouvement indifférent à l'environnement social, politique, culturel et moral au point que l'on puisse le traiter comme une question à part ?

La diabolisation des adversaires est décidément de rigueur, on ne peut pourtant pas, sans froisser le bon sens, créditer Le Pen de l'intégralité des maux de notre société, à moins encore une fois qu'il ne s'agissent de la mauvaise foi des uns contre la mauvaise foi des autres.

Nous attirons l'attention de la Ligue des droits de l'homme et ses partenaires actuels sur la responsabilité qu'ils s'approprient à prendre de voir les idéaux les plus généreux discrédités parce qu'abandonnés, et de voir les populations les plus durement touchées par l'inégalité et d'autres lassés par l'irrésolution de trop nombreux problèmes se laisser abuser par les simplifications, les outrances et le populisme d'un Le Pen.

La Fédération anarchiste, quant à elle, ne ménagera pas ses efforts pour combattre les thèmes de recrutement de l'extrême droite et ne se lassera pas, aux côtés de l'ensemble du mouvement libertaire, de dénoncer l'inégalité économique, l'absence de justice sociale et l'autoritarisme de notre société comme autant de causes des guerres et des extrémismes les plus vils.

Fédération anarchiste
Paris, le 17 septembre 1990

MAL-LOGES

Les oubliés du 19e

Le 28 avril dernier avait lieu l'expulsion de l'immeuble sis au 51, rue Petit. Le 5 mai, celle du 155, rue de Flandre. Les familles étant décidées à se battre pour obtenir un logement, un collectif de soutien se constitua bientôt dans le 19e arrondissement. Malgré les traditionnelles tensions entre les différentes organisations, notamment PS et PCF, le collectif réussit à maintenir suffisamment d'unité pour obtenir, au bout de trois mois de luttes et de négociations, le logement de la quasi totalité des familles des deux rues citées.

« Victoire ! » pouvait crier le PS. On pouvait à présent démonter la tente qui avait servi à abriter les expulsés sur la place de la mairie. Il oubliait qu'au cours de ces trois mois de luttes, d'autres familles, expulsées elles aussi avaient rejointes les campeurs afin de réclamer le logement HLM pour lequel elles étaient prioritaires, parfois depuis 1983 ! L'une d'entre elles, s'était retrouvée à la rue

avec ses quatre jeunes enfants suite à une augmentation de loyer de 80% ; une autre s'était fait jeter d'un logement qu'elle squattait, faute d'autres solutions ; une femme, avec ses trois enfants — dont un gravement malade — avait dû quitter l'hôtel meublé où elle vivait...

On remballé... on déballe

Mais, pour les militants du PS et du PCF, ces gens ne constituaient sans doute pas des cas susceptibles d'entamer un nouveau combat. Ils avaient été expulsés de logements privés et non d'un immeuble appartenant à une mairie RPR. On ne pouvait prendre en compte tous les expulsés de la planète...

A la mi-juillet, les gardiens de la paix en faction devant la mairie purent assister à un spectacle du plus « haut comique » : des membres d'un collectif de soutien aux expulsés pliant une toile de tente, alors que des gens vivaient

encore dessous ! Dans le même temps l'association « Lieux d'accueil chaleureux » (proche de l'abbé Pierre) déchargeait des matelas pour ceux qui désormais dormiraient à la belle étoile. Le collectif, lui, décidait de se mettre en sommeil jusqu'à la rentrée de septembre : au dernières nouvelles, il « rouille » toujours !

Une semaine après, cependant grâce à l'acharnement des familles doublement expulsées et d'un compagnon de l'Association des chômeurs et précaires en lutte », Emmaüs ramenait une nouvelle tente. Depuis, d'autres familles les y ont rejointes et à l'heure actuelle un nouveau collectif de soutien tente de se mettre en place. Vendredi 21 septembre, à 17 h 30, les oubliés du 19e iront se rappeler au bon souvenir de M. le Préfet, au 17 boulevard Morland, dans le 4e arrondissement. Soyons nombreux à les y accompagner !

Pascal Petit (gr. 19e-Nord)

COMMUNIQUE

Serre de la Fare poursuit la lutte

B IEN que l'engagement des travaux soit, au fil des mois, repoussé, le projet de barrage de Serre de la Fare, en amont du Puy-en-Velay, n'est toujours pas abandonné. La révision du programme d'aménagement de la Loire (décision ministérielle du 7 février 1990) est une mascarade : avec la poursuite des expropriations, on voit que la volonté de chambardement est restée intacte.

La stratégie de l'Etat est partout la même : que ce soit à La Borie (contre un projet de barrage sur le Gardon) ou à Neuvy-Bouin et Bourg d'Iré (contre l'enfouissement de déchets radioactifs), l'Etat fait mine de se poser en médiateur, alors qu'il est le principal instigateur de ces « démenagements » du territoire. Il s'adresse à des interlocuteurs mis en vedette par les médias et feint de prendre en considération leurs arguments à seule fin de propager la confusion et d'affaiblir le refus. En retour, manifester une moindre résistance permet à certains d'espérer négocier « le moindre mal ». Tous ces démocrates ont beau jeu de faire passer le silence ainsi obtenu pour du consensus.

Pathologie du consensus

Le pouvoir moderne ne peut s'exercer que contre des individus en dégoût d'eux-mêmes, brisés de n'avoir pas voulu défendre à tout prix ce qu'ils aimaient. Par là, les décideurs donnent une idée exacte du mépris ordinaire dans lequel ils tiennent les populations.

Les conditions les plus élémentaires de la vie n'ont jamais été aussi universellement menacées. Les gestionnaires invoquent l'urgence des remèdes à apporter aux dégâts de toute sorte. Ce faisant ils créent de nouvelles filières marchandes, renforcent la mafia capitaliste, confortent leur propre pouvoir.

L'actuel battage médiatique sur l'eau dissimule une double manœuvre à faire avaler aux populations : alors que ceux qui ont organisé le désastre se disculpent de toute responsabilité — entre autres les technocrates qui ont poussé à des adductions d'eau foireuses, au drainage des zones humides, à l'arrachage des haies — ils culpabilisent les gens pour leur consommation excessive. D'autre part ils préparent l'opinion à un renchérissement du prix de l'eau qui permettra aux industriels de ce secteur de plus en plus concentré (fusion récente de la Lyonnaise des Eaux avec un géant du

BTP) d'empocher, au terme d'équipements Pharamineux, de juteuses plus-values. On veut refaire le coup de la crise de l'énergie de 1974, mais cette fois avec une ressource qui était pourtant, il y a peu, à la portée de tous.

La vieille morale de ce monde est sauve : toute chose n'a socialement d'intérêt que pour faire fructifier du capital. La « marchandisation » accélérée de l'eau se fait sous le signe de sa pénurie parce qu'il n'y aura jamais assez d'eau pour satisfaire la soif de profit.

Le piège

La contestation écologiste se fourvoie quand elle ne vise qu'à préserver (ce qui reste de) la nature, bref à « l'économiser » : la faisant apparaître comme une valeur rare, elle l'offre à l'appétit de tous ceux, marchands de lessive ou promoteurs du tourisme vert, qui découvrent qu'ils peuvent faire autant d'argent « avec » la nature qu'ils en ont fait « contre » elle. Au lieu de s'opposer radicalement au monde économique qui ronge la planète, les écologistes nouvelle vague lui ouvrent de nouvelles voies royales.

Ce qui nous tient à cœur

A Serre de la Fare, comme ailleurs, la véritable question est de reprendre pouvoir sur nos vies. La canaille des hommes d'Etat et des managers ne craint rien plus que d'être confrontée à des individus qui savent ce qu'ils veulent et qui s'organisent pour défendre leur véritable richesse : celle de lieux de reconnaissance et de liens d'attachement préservés de l'envahissement des intérêts économiques.

Comme à Plogoff, le vrai conflit est entre l'invitation qu'on nous fait à brader nos raisons de vivre, et la fidélité à ce qu'on aime.

Notre choix est fait. Les gorges de la Loire ne sont à échanger ni contre une promesse de sécurité ni contre un projet touristique ni a fortiori contre le val de Veurdre ou la vallée du Gijou.

Les Indépendants de Serre de la Fare

Août 1990

Pour joindre les « Indépendants de Serre de la Fare » écrire à : Brisset, Poste restante, 43370 Soligac-sur-Loire.

REFLEXION

Pardon, vous avez dit écologie... nature ?

B ILAN écologique catastrophique. Tiens vous avez dit écologie ? Curieux ! Qu'est-ce que ce « machin » l'écologie ?

L'homme, et plus généralement tout ce qui est vivant, n'existe que par un équilibre de l'environnement qu'on appelle écologie. Inutile de parler de la libération de l'être humain, si l'on ne se préoccupe pas de l'indispensable libération de tout ce qui est nécessaire à sa vie. Si cela n'était, demain la planète serait définitivement pesticiidisée, déazonifiée, tchernobylisée, poubellisée...

Capitalisme et socialisme d'Etat ont montré l'échec absolu du « produire plus pour consommer plus ». Au dépend, essentiellement, des pauvres, qui peuplent ce qu'on appelle du doux nom cache-misère de tiers monde. On pompe leur pétrole. On bouffe leurs cultures et leurs bétails.

Le pillage est partout : — au Brésil, la forêt amazonienne est incendiée volontairement par millions d'hectares, au profit de l'élevage destiné à l'exportation ;

— en URSS, la Sibirie est grignotée par des pluies acides, vu le tas d'usines chimiques qu'on y a fourré. Et la mer d'Aral, allez-y voir, il n'y a plus une goutte d'eau !

— en Egypte, le barrage d'Assouan (ensablé dans 200 ans, selon les experts) est une catastrophe pour le sol, privé du limon du Nil, où le sel remonte à la surface.



Et ne parlons pas de la couche d'ozone mince, de l'effet de serre causé par l'excès de gaz carbonique dans l'air...

Je ne suis pas là pour dresser un catalogue de toutes les immondices que l'homme laisse autour de lui, dans la nature.

Pardon, vous avez dit Nature, avec un grand N ?

Pas du tout, avec un petit n... un minuscule petit n. La Nature, avec un grand N, c'est un mythe pour les écolos de salons, macrobiotruc et autres naturopathes en mal de vivre. Un fantasme à l'état pur.

Depuis que l'homme existe (et j'y mets exprès un petit h à cet « animal », qui se croit le plus fort), il n'a cessé de modeler la nature, de la domestiquer, de la détruire

sans jamais tenir compte qu'elle ne pouvait être hiérarchisée : que la plus petite bactérie, la plus petite plante, le plus petit insecte avaient autant d'importance que ce mammifère pensant appelé homme.

Vous n'allez pas me faire croire que ces messieurs qui nous dirigent, leurs savants et leurs technocrates ne savent pas qu'il faut arrêter le massacre, car l'équilibre écologique est sur la tangente. Hélas tout est une question de fric ! Croyez-vous que l'on puisse parler d'équilibre en des termes monétaires ? Ça m'étonnerait ! S'égayer en des considérations politico-économiques, est-ce là le rôle de l'écolo de service ?

Johan Argol

PONT DU GARD

Un chef-d'œuvre

L E tout tourisme est vraiment une plaie et trop nombreux sont les décideurs et nos élus (pardon, leurs élus) à s'engouffrer dans cette brèche. Et cela au nom d'une manne économique qui permettrait de renflouer les caisses des communes en allégeant les charges des administrés, bonne occasion pour moderniser (comprendre : élargir et multiplier) les voies routières, mais aussi pour mieux vendre l'image de la ville auprès des touristes, développer le commerce et l'hôtellerie... Ces refrains, maintes fois entendus et acceptés font de plus en plus l'objet de levées de boucliers. Dernier exemple en date : le Pont du Gard.

Du projet...

Le Conseil général du Gard ne lésine pas sur les moyens et sans aucune concertation avec les populations locales ou les associations représentatives impose un projet... en béton ! Aidé d'un cabinet parisien, les valeureux élus pensent pouvoir aménager un vaste complexe qui « mesure » 350 hectares et un demi milliard de francs. Tout est prévu pour mettre en valeur le monument antique : hôtels, restaurants, musée, commerce divers, parkings et même un petit train qui amènera les visiteurs à travers ce « Beaubourg des champs » (dixit un opposant). Bref, une sorte de mariage de raison entre l'art romain du 1er siècle de notre ère, dans toute sa splendeur, et le goudron-béton de l'an 2 000, dans toute

sa désolation. Tout cela au nom de l'intérêt général, n'en doutons pas.

Mais les opposants ne se laissent pas faire. Pendant qu'ils recueillaient 9 000 signatures, les actions d'information se multipliaient : banderoles accrochées au vénérable aqueduc romain, descente du Gardon (cours d'eau qu'enjambe le Pont du Gard) en canoës avec diffusion de tracts sur les berges, conférences de presse...

Car les opposants ont déjà étudié les conséquences d'un projet tel qu'il est envisagé : spéculation foncière, expropriations par dizaines, destruction de la beauté naturelle du site (un bois proche devra être rasé), exploitation menée par un syndicat mixte où le Conseil général (initiateur du projet) régnerait en maître, fin de la gratuité d'accès au monument (une somme de 35 F serait exigée pour entrer), etc. Des associations de protection du site, mais aussi des expropriables à qui l'on proposera, au vu du budget prévu, un rachat des terres sur la base de 10 F le m² (il est estimé ici entre 65 et 100 F) ont réussi à entraîner avec eux quelques élus locaux.

... aux contrepropositions

Si les travaux de refecton du monument ainsi que les efforts de réaménagement du lieu ne sont pas rejetés par les trouble-fêtes, des revendications ont été avancées : accès gratuit à l'aqueduc, pas de privatisation de la route du pont, pas de modification du Plan d'Occupation

des Sols (POS), pas d'expropriations, transparence financière, notamment.

Une enquête d'utilité publique ayant été déclenchée, le Comité intercommunal de défense du site a fait part de ses propositions : musée et information dans un ancien hôtel réaménagé, limitation draconienne de la circulation, dissimulation des parkings, commerces installés dans des structures démontables, installation de sanitaires et d'aires de repos, refecton des sentiers et fléchage, etc.

Dans le Gard, les tollés soulevés par le tracé du TGV et le projet du barrage de la Borie (1) ont mis à rude épreuve les bétonneurs et promoteurs du tourisme de masse. Ces projets trouvent sur place des adversaires résolus. Parce que la concertation est souvent un leurre ; parce que le tourisme de consommation provoque un saccage écologique planifié et instaure des structures d'exploitation éhontée (travail précaire, salariés non déclarés, horaires décuplés...).

De plus, l'ouverture nouvelle des frontières de l'Est offre de nouvelles perspectives pour les organisateurs de nos loisirs, qui voient là un marché colossal. Il est donc aisé de penser que la côte méditerranéenne (entre autres) risque de se dépeupler au bénéfice de l'Europe de l'Est. Qu'advient-il donc de ces villes-champignons et tous ces parcs d'attraction qui encombrant les plages ? Sont-ils biodégradables ?

Daniel (liaison de Nîmes)

(1) Cf. *Monde libertaire* n° 787.

DROME

La résistance au TGV

Cet été, en me rendant du Var jusqu'en Ardèche, j'ai suivi grosso-modo les trois projets de tracé du TGV Sud-Est. Dans tous les villages concernés c'est le branle-bas de combat. Chaque municipalité y est allée de sa pancarte, de son panneau, de sa banderole pour dénoncer l'agression irrémédiable du « Tralala à Grande Vocacité », dont le seul et unique but est d'amener le touriste (denrée rare et périssable) au plus vite sur la Côte-d'Azur. L'Azur ? Il a pris un sacré coup de gris, avec le noir des collines incendiées.

Ainsi, à Autichamp (Drôme), en 1989, les habitants ont planté un arbre de la liberté, de « leur liberté de dire non au projet de TGV », qui défigurerait l'endroit, en passant sur un viaduc de quelques 800 mètres de long. Emouvant ! Non ? Voilà d'authentiques écologistes libertaires. Tenez bon ! Vous n'êtes pas les seuls à vous opposer à la « Tuerie à Grande Véralité ».

J.A.

GOLFE

La dette irakienne

(suite de la une)

Par ailleurs, le gouvernement irakien refuse de normaliser le traitement de sa dette en négociant avec le FMI. Il se trouve dans l'incapacité de faire face aux échéances et a accumulé les retards, les impayés avec ses fournisseurs et ses créanciers, qui lui ont coupé les crédits. Ce qui n'empêche pas Saddam Hussein de continuer ses importations civiles à raison de 11 milliards de dollars et ses importations militaires pour 5 milliards.

Le crime de Saddam Hussein est de vouloir faire de son pays un « pays industrialisé autonome ». C'est pourquoi il a engagé pour plus de 7 milliards de dollars dans des projets à court terme dans les secteurs pétrolier et gazier, mais aussi dans les matières premières (phosphates, soufre), dans les industries légères (textile, automobile, agro-alimentaire), dans l'industrie militaire, dans l'agriculture et même dans la reconstruction proprement dite.

Le programme de reconstruction, estimé à 60 milliards de dollars engagés à moyen et long terme, est impossible à réaliser dans les conditions actuelles. Le bas niveau du prix du baril de pétrole suffit tout juste à payer les importations courantes sans régler le problème de la dette. Or, pour compliquer les choses, le prix du brut chuta de nouveau au cours du printemps 90, accusant l'Irak à la faillite.

Un accord obtenu à l'OPEP fin juillet devait soulager un peu l'Irak du poids de

sa dette en lui rapportant 6 milliards de dollars de plus grâce à la remontée du cours du baril de 14 à presque 20 dollars, à condition que le cours se maintienne, mais ce qui représente peu de chose par rapport au total des sommes dues.

Ces quelques informations chiffrées permettent de mieux situer le problème du conflit entre l'Irak et les Etats industrialisés. Car, c'est bien de cela qu'il s'agit. Il nous semble nécessaire, en la circonstance, de distinguer les faits à la fois de l'aspect peu engageant du régime mis en place par Saddam Hussein et la personnalité même de ce dernier. Présenté comme un diable par les médias, il ne l'est pas plus que bien des dictateurs soutenus par les Etats occidentaux, et le gouvernement français moins que tout autre est en position de donner des leçons, celui-là même qui a si longtemps soutenu des potentats africains et qui accueille sur son sol l'ancien dictateur haïtien. Le régime de Saddam Hussein n'est pas plus repoussant que celui de Pinochet, ou, pour remonter un peu plus loin, que celui qui, en Indonésie en 1965, a massacré 500 000 communistes, en grande partie sur les indications des services de l'ambassade américaine, qui avaient depuis longtemps constitué des fichiers... Notre intention n'est évidemment pas de disculper Saddam Hussein, mais de montrer que ce n'est pas ce critère-là qui a été déterminant dans la réaction occidentale ; ce n'est

même pas le fait que la légitimité d'un Etat de 720 000 citoyens détenant les troisièmes réserves pétrolières mondiales ait été bafoué par un Etat de 16 millions d'habitants.

Lorsque Saddam Hussein n'était qu'un banal dictateur et rien d'autre, c'est à dire lorsqu'il arrêtait, torturait les opposants, gazait les populations civiles iraniennes et kurde sans menacer l'approvisionnement en pétrole occidental, aucun des gouvernements qui lui prêtaient de l'argent, lui livrait des armes, du matériel informatique pour construire des fusées, n'a cru bon devoir protester ; pourtant, là se trouvaient de bonnes raisons pour organiser des représailles économiques.

Ce qui est déterminant, est que si le projet de Saddam Hussein réussit, cela conduira inévitablement à une modification du rapport des forces entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, dans le sens d'un ajustement des prix plus favorable aux premiers. Le risque, en prime, est la constitution d'un bloc arabe plus solide face au monde occidental : qu'advient-il si cette fraction importante du tiers monde, que constitue le monde arabe, se met à produire ses propres voitures, son propre ciment, ses propres engrais, son propre textile ? A long terme, c'est cela qui est intolérable pour les impérialistes.

Raoul Bouillard

TURQUIE

Meurtres et répression

Turan Dursun, journaliste, chroniqueur de l'hebdomadaire 2 000^e Dogru a été lâchement assassiné le 4 septembre 1990, à Istanbul.

Né en 1934, autodidacte (arabe, kurde, théologie) il devient mufti (conseiller juridique en religion) en 1958, sur concours. Il exerce ensuite son métier dans différentes villes de Turquie. En 1965, il donne sa démission et travaille, alors, comme manoeuvre et ouvrier, tout en continuant ses recherches. A cette époque, il publia *Les Sources des livres sacrés* (5 tomes) et *L'Encyclopédie du Coran* (14 tomes).

Puis, de religieux kémaliste, donc laïc, il devient athée et un antireligieux déterminé dans une Turquie où on assiste à une remontée de l'Islam et à un retour en force de l'islamisme depuis 1980, date du troisième coup d'Etat de l'ère républicaine.

Sa chronique intitulée « Connaissance de la Religion » (« Din Bilgisi ») était très appréciée par les lecteurs de notre hebdomadaire 2 000^e Dogru (« Vers l'an 2 000 »), puis de *Yuzyl* (« Cent ans »), qui a pris la relève depuis l'interdiction du 28 juin dernier, frappant 2 000^e Dogru. Sa dernière série de chroniques avait pour titre « Les mensonges dans les fondements de l'Islam ».

Turan Dursun, qui se préparait à une tournée de conférences, courant septembre, à travers plusieurs pays européens dont la France et la RFA, venait de publier deux livres qui, une fois de plus, dévoilent le vrai visage de l'Islam et des islamistes.

Après les assassinats récents du professeur émérite Muammer Aksoy et du journaliste Cetin Emeç, celui de Turan Dursun paraît s'inscrire dans une stratégie de terreur de certains groupuscules islamistes cherchant à faire le vide afin de préparer un processus de prise de pouvoir en Turquie.

Les autorités turques, qui sont loin de tout mettre en œuvre afin de retrouver les coupables, portent un très grande responsabilité. Il faut tout faire pour arrêter la barbarie. Car, demain il sera peut-être trop tard.

Dogu Perincek, directeur de la publication de 2 000^e Dogru est toujours détenu (depuis le 7 août). Depuis 1978, trente deux journalistes purgent des peines de prison inraisonnables (au total 3 315 ans !). Ces derniers jours, par ailleurs, plusieurs dirigeants nationaux et locaux du Parti socialiste, fondé en février 1988, ont été arrêtés. Le gouvernement turc veut museler l'opposition. Aujourd'hui, l'espace de liberté se rétrécit de plus en plus dans notre pays et il est urgent de tout faire pour stopper les assassinats et défendre la démocratie.

M.S. Güzel (responsable du bureau parisien de Yuzyl)

GOLFE

L'Irak : une dictature immuable !

Difficile en quelques lignes de résumer l'histoire mouvementée de cette région. Une seule réalité demeure : la volonté terrifiante de l'Etat irakien à vouloir exterminer les Kurdes.

La Mésopotamie était partie intégrante de l'Empire ottoman, dont les Alliés se sont partagés les territoires après sa chute aux côtés de l'Allemagne en 1918. La France et l'Angleterre se sont partagés le Proche-Orient, sous couvert de mandats de la Société des Nations. La France mit la main sur la Syrie, la Cilicie, l'Anatolie du Sud et le Liban. L'Angleterre récupéra la Mésopotamie, la Jordanie et la Palestine.

Le traité de Sévres, imposé par les Alliés aux Turcs, en 1920, prévoyait la possibilité de création par référendum d'un Etat kurde, duquel était détaché dans un premier temps la zone pétrolière, d'où est actuellement extrait 75% du pétrole irakien qui venait d'être découvert par un ingénieur anglais. A la suite d'émeutes sanglantes, les Britanniques effectuèrent un double référendum truqué en Irak, en faisant voter des notables corrompus au lieu de la population.

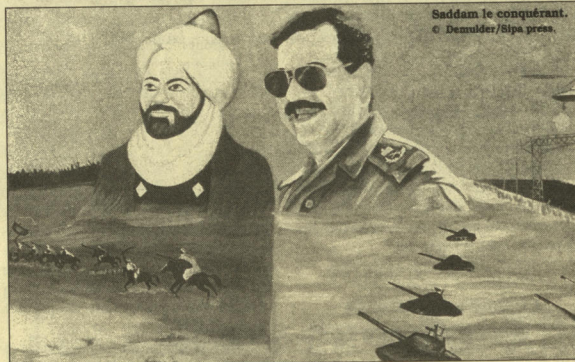
Le Kurdistan de Mésopotamie et des montagnes limitrophes fut ainsi rattaché à l'Irak et un roi fut élu, car, selon les Anglais, la république était contraire aux traditions de l'Islam. Ceux-ci avaient une dette envers la famille royale saoudienne, à laquelle ils avaient proposé l'entrée en guerre contre les Turcs en échange de la Mésopotamie arabe. Aussi, l'émir saoudien sunnite Fayçal, qui n'avait pas convenu aux Français comme roi de Syrie, du fait de son incompétence, est devenu le roi d'Irak en 1921 et le pantin des Britanniques, avec lesquels il signa un traité fixant l'indépendance pour 1930. Les dividendes du pétrole furent

partagés entre l'Angleterre, la France et les Etats-Unis.

Les décennies suivantes seront ponctuées d'émeutes et de révoltes kurdes, qui furent notamment écrasées par l'aviation britannique ; celle-ci n'hésita pas à larguer des bombes incendiaires sur les villes. En 1958, un nouveau coup d'Etat militaire renversa le roi. Le nouveau régime est victime à son tour, en 1963, d'un coup d'Etat de la part du parti « Al-Baas al Arabi » (« Résurgence arabe ») dont la devise est « une seule nation arabe à la mission éternelle » et qui critiquait l'incapacité du régime à liquider la révolution kurde déclenchée en 1961. Le Baas fusillera 7 000 communistes, massacrera des milliers de civils kurdes, les déportera et installera des Arabes à leur place.

Un tyrannie fort courtisée

Interrompue, la guerre au Kurdistan reprendra en 1965. A la suite de la défaite irakienne au Kurdistan, le Baas entraîne l'armée dans un putsch en 1968. Le secrétaire général du Baas depuis 1966, Saddam Hussein, emprisonné de 1964 à 1966, devient le vice-président du « Conseil du commandement de la révolution ». Le Baas déclenche une nouvelle guerre en 1969 contre les Kurdes, mais ne prendra pas l'avantage et sera contraint de signer un accord en 1970 avec le Parti démocrate du Kurdistan (PDK), reconnaissant la nation kurde et le droit à l'auto-administration.



Saddam le conquérant.
© Demulder/Sipa press.

L'accord de 1970 ne fut jamais accepté en réalité par le Baas, qui multiplie les provocations sanglantes et les déportations de Kurdes. En 1972, l'URSS et l'Irak signent un traité d'amitié. Les armes et les experts soviétiques affluent à Bagdad, déjà fort bien pourvu par les Occidentaux attirés par le pétrole comme des mouches sur du miel. Le Parti communiste irakien attaque l'armée révolutionnaire du Kurdistan. Les partis communistes du monde entier entament une campagne contre le PDK. Ce dernier obtiendra des armes américaines, car Henri Kissinger, responsable de la diplomatie US sous Nixon, et le shah d'Iran tentent de tirer profit de la situation.

En 1975, l'Irak échangea l'arrêt du soutien de l'Irak au PDK contre quelques territoires au bord du Golfe persique. Les armes, les vivres et les experts sont immé-

diatement retirés au PDK, qui sonne la retraite vers l'Iran. Des centaines de milliers de Kurdes irakiens et iraniens migrent, pris en étau. Cinq cents guerriers kurdes réussirent à gagner avec leur leader, Barzani, l'URSS !

En 1979, Saddam Hussein prendra tous les pouvoirs et purgera le Baas.

Après la révolution de 1979, qui chasse le shah d'Iran, Saddam Hussein veut récupérer les territoires qu'il lui avait cédés en 1975 et déclenche contre l'Iran, en 1980, une des guerres les plus meurtrières du siècle. La France lui fournit un matériel militaire haut de gamme, qui lui permet de gagner la guerre. Entretemps, la guérilla kurde renaît contre l'opresseur irakien. A la fin de la guerre avec l'Iran, en 1988, Saddam Hussein réalise un génocide : il fait gazer des villes kurdes, il fait raser des centaines de villages et déporter mas-

sivement les Kurdes assassinés en route. L'Occident péroré au même moment à Paris sur l'utilisation des armes chimiques. Des Kurdes font la grève de la faim devant l'UNESCO, à Paris. La grande presse ne s'émeut pas. Les armes et les gaz continuent d'affluer en Irak.

En 1990, l'Irak annexe le Koweït sous prétexte que celui-ci avait été rattaché à la région de Bassorah par les Ottomans de 1853 à 1899, date à laquelle l'émir du Koweït se rangea sous l'aile britannique. Déjà en 1961 et en 1973, la guerre avait failli éclater, mais pendant les années 80 le Koweït avait financé l'Irak contre l'Iran !

L'Occident et l'URSS sont responsables de la montée en puissance de Saddam Hussein et de la réalisation des objectifs du Baas irakien, qu'ils connaissaient bien et qui sont :

- anéantir la nation kurde par tous les moyens, pour réaliser l'arabisation totale de l'Irak et contrôler les zones pétrolières ;
- consolider définitivement la frontière avec les Perses ;
- annexer les Etats arabes voisins ;
- anéantir Israël et mettre les Juifs à la mer.

Saddam Hussein est le premier chef d'Etat, depuis Hitler et Mussolini à avoir annexé formellement un autre Etat, membre de l'ONU. Les Occidentaux, qui craignent l'émergence tous azimuts de puissances régionales incontrôlées, ne cherchent qu'à le remplacer par un tyran moins fou et à leur botte, comme les émirs du Golfe. Mais 1921 est bien loin.

Xavier Merville
(gr. Carlo-Cafiero de Paris)

ALLEMAGNE DE L'EST

Qui financera l'Anschluss ?

Le nationalisme allemand et le fait que tous les hommes politiques s'attachent à développer un discours non rationnel sur la réunification empêche (ceci est certainement volontaire) de traiter les problèmes sociaux et économiques désastreux.

L'intérêt de la classe politique allemande, aujourd'hui, est d'avoir une position qui plaise à la population sur la question de l'unité allemande, en prévision des élections de décembre 1990.

Les coûts directs de l'union économique

Les dettes de l'Etat allemand s'élevaient à 600 milliards de marks avant l'annexion de la RDA. Une des conséquences de l'union monétaire, début juillet, a été d'ajouter 22 milliards de dettes, correspondant au change des marks-Est en marks-Ouest et au règlement des dettes des entreprises vis-à-vis de l'Etat est-allemand.

S'ajoutent, également, les dettes extérieures de l'Etat est-allemand d'un montant de 48 milliards de DM.

Avant juillet 1990, les entreprises d'Etat, en RDA, rapportaient 206 milliards de marks à l'Etat (son budget global s'élevait, lui, à 270 milliards). Depuis l'union économique les règles applicables, concernant l'imposition des

entreprises sont celles de l'Ouest : l'Etat est-allemand ne percevra les impôts que si les entreprises font des bénéfices...

fortement diminués les subventions pour les loyers, les transports, les crèches, etc, vont être supprimées. Parallèlement,

L'Etat espère ainsi « récupérer » 17 milliards de marks... Un geste cependant pour le peuple : la retraite a été augmentée et passe de 480 DM à 700 DM (soit environ 2 300 F par tête). Cette augmentation « coûtera » 9 milliards de marks, qui s'ajouteront à la dette globale.

(estimation faite par l'entreprise Siemens).

Enfin, la protection de l'environnement engluera, au minimum, 100 milliards de DM, en raison de la non conformité des entreprises est-allemandes, du manque de stations d'épurations, etc.

Les estimations données, jusqu'ici pour l'unité économique allemande sont des plus réalistes ; mais les hommes politiques allemands ne s'attendent pas sur ces questions, qui les dérangent, étant largement « occupés » par leurs campagnes électorales et préférant utiliser le nationalisme ambiant plutôt que de répondre aux questions économiques et sociales : cela ne nous étonne plus !

L'augmentation des charges, des taux d'imposition divers, etc entraîne une contestation grandissante en Allemagne. L'Etat allemand, par une pirouette, explique qu'il n'est pas responsable de tous ces maux et qu'en tant que « bon Européen » il faut accepter les règles économiques européennes...

Extrait de *Schwarzer Faden*, n° 2

(traduction réalisée par Burkhard et Bernard du gr. Humeurs noires de Lille)



Heurs et malheurs de la réunification allemande. © P. Mary.

Or, les entreprises est-allemandes, entrant dans le système capitaliste, vont devoir investir énormément pour être compétitives : il est prévu que les entreprises ne feront pas de bénéfices durant les cinq prochaines années, et donc ne reverseront rien à l'Etat. Naturellement, le budget étant très

l'augmentation des salaires ne correspond pas : à travail égal le salaire est-allemand demeurera inférieur à celui pratiqué à l'Ouest.

Les cotisations pour la Sécurité sociale et la retraite (7% du salaire à l'Est) vont, par contre, être alignées sur celles de l'Ouest, qui se montent à 17,8%.

PAYS-BAS

Nucléaire : quatre jours d'actions contre l'entreprise COVRA

« De Zwarte » s'est fait l'écho d'une lutte antinucléaire organisée, en mai, contre une société de retraitement des déchets radioactifs. Nous nous devons, malgré le temps passé, de vous tenir informés des actions déterminées, mais hélas peu connues, de nos camarades néerlandais.

LA COVRA est le nom de la société qui a commencé, en mai dernier, la construction d'un bâtiment pour le retraitement et le stockage en surface de déchets radioactifs. Le chantier jouxte la centrale nucléaire de Borssele-sur-l'Escault. Le 4 mai 1990, 150 manifestants marchent sur le site et tentent de scier la clôture. La nuit tombée, ils se divisent en petits groupes très mobiles et commettent divers petits actes de sabotage dans le périmètre de la centrale. Une personne est arrêtée.

La police est débordée

Le lendemain, une nouvelle marche, vers midi, avec banderoles et bidons d'huile est organisée. Grâce aux brèches pratiquées dans la nuit, les manifestants parviennent à déborder la police et les gardiens et à s'infiltrer sur le terrain. Les forces de l'ordre appellent des renforts et parviennent à repousser les intrus. Plusieurs personnes sont à nouveau arrêtées, puis relâchées.

L'après-midi, divers groupes sillonnent les villages des alentours pour informer la population des dangers que représentent les activités de la COVRA. Pendant ce temps, la clôture est réparée et renforcée. A la tombée de la nuit, la police braque de puis-

sants projecteurs sur le camp antinucléaire, installé près de la centrale, ce qui n'empêche pas les manifestants de s'activer : les bureaux de la COVRA à Middelburg (capitale provinciale, située à 10 Km de Borssele) sont bombés et sur le terrain, une bonne partie de la grille est découpée, à nouveau. Les pompes, qui devaient assécher le chantier, sont renversées.

La course-poursuite vers Middelburg

Le dimanche 6 mai, de nouvelles actions sont menées, malgré une police de plus en plus importante, qui charge et embarque 6 manifestants. Devant le déploiement des forces de l'ordre, un groupe d'antinucleaires retourne à Middelburg et bloque un pont situé aux abords du siège de la COVRA. En raison de la chaleur, une pause... à la plage est décidée par les activistes antinucléaires dans l'après-midi. Le soir, les digues sont bombées, aux abords du lac de Veere, un lieu touristique, et un nouveau découpage de la clôture du terrain de la COVRA est entrepris.

Le lundi 7, débutent les actions contre les véhicules qui se présentent aux portes du chantier. Des manifestants, passant sur le terrain d'une entreprise voisine, parviennent à se

mêler au personnel de la COVRA. La police encerclé le chantier. Nouvelle tactique : brusquement, le gros des manifestants se précipite dans leurs véhicules et fonce en direction de Middelburg. On imagine la panique dans les rangs de la police anti-émeute (ME) qui, dans la précipitation, se lance sur les traces des antinucléaires et occasionne le téléscopage de quatre de ses véhicules. Arrivés, alors, les premiers devant les locaux de la COVRA, les manifestants bloquent les entrées.

Durant quatre jours, le sang-froid et l'organisation des militants ont permis la réussite de toutes ces actions. Le groupe *Rampenplan* (« Plan de catastrophe ») a assuré la logistique en matériel de camping, ravitaillement, etc.

Ce n'est qu'un début. La construction du bunker de la COVRA ne fait que commencer. Ensuite débiteront les transports de déchets radioactifs hollandais et par la suite ceux, hautement irradiés en provenance de Grande-Bretagne et de France. Après avoir effectué le bilan de ces premières actions, il s'agit de préparer les prochaines.

Extrait de *De Zwarte*, n° 153, (24 mai 1990).

(traduction effectuée par l'équipe d'Arthur Lutte de Boulogne-sur-Mer)

BASSE-SAXE

Dans les rues de Göttingen

Le 14 juillet 1990, le parti d'extrême droite, FAP, a voulu tenir une assemblée générale près de Göttingen. En cherchant le lieu de cette réunion quatre militants antifascistes ont été agressés. Les néo-nazis ont tiré des fusées éclairantes sur le groupe et ont frappé d'un coup de hache l'une des femmes antifascistes. L'agresseur, interpellé, a été relâché dès le lendemain.

D'après *Nouvelles antifascistes*

RFA

Que veut la FAU ?

La Freie Arbeiter Union (Union des travailleurs libres) est la continuation actuelle de la FAUD des années 20, qui contribua grandement à la constitution de l'AIT, en 1923. Rocker, Rüdiger, Souchy, Kater sont quelques noms de ces militants dont l'organisation fut décimée par le nazisme.

Nous, anarcho-syndicalistes, avons comme but une société sans pouvoir, sans exploitation et basée sur l'autogestion.

L'idée fondamentale de l'anarcho-syndicalisme est le libre choix dans tous les domaines de la vie.

C'est pourquoi, nous refusons de nous organiser de manière centralisée pour défendre nos intérêts parce que cela implique toujours une concentration de pouvoir et une hiérarchie. On ne doit pas et on ne peut pas faire passer nos intérêts par l'intermédiaire de représentants (qui seuls décideraient) comme par exemple les syndicats réformistes, les partis et les églises.

Par contre, nous qui sommes directement ou indirectement dépendants du travail salarié voulons l'auto-organisation au sein de groupes indépendants. Ceux-ci sont réunis au niveau national (dans la FAU) et au niveau international (dans l'IAA

(Association internationale des travailleurs — AIT).

Pour réaliser nos buts et faire passer nos revendications, nous employons tous les moyens de l'action directe, comme par exemple, des occupations, des boycotts, des grèves... Par contre, nous refusons toutes sortes de moyens indirects, comme les activités parlementaires.

Avec cette sorte d'organisation, nous nous donnons la possibilité de rompre avec l'isolement et le manque de perspective et de lutter pour un changement révolutionnaire sur des bases libertaires.

Comme la puissance et la force du système capitaliste sont basées sur la possession privée ou d'Etat des moyens de production et sur l'exploitation quotidienne de la classe laborieuse, le domaine économique est le point de départ fondamental pour la lutte anti-capitaliste.

Le travail révolutionnaire dans les entreprises n'atteint pas le capitalisme uniquement dans ses apparences, mais dans ses fondements. Ce travail ne peut réussir que si, simultanément dans tous les domaines de la société, on accomplit un travail révolutionnaire : car il existe un rapport de réciprocité entre toutes les luttes.

Tous les gens, qui souhaitent participer à nos travaux, sont les bienvenus.

Résolution de congrès de la FAU
Extrait de *Direkte Aktion*, n° 82,
(juillet-août 1990)

(texte transmis par les Relations Internationales de la Fédération anarchiste)

NOTES DE LECTURE

M. Rasjufus témoigne !

AVEC ses deux derniers livres (1), Maurice Rasjufus s'attache à décrire les conditions de vie des Palestiniens, tant dans les territoires occupés que dans les camps de réfugiés de Jordanie.

Palestine est un recueil d'une quinzaine d'articles parus dans différentes revues du Mouvement démocratique algérien (MDA), qui depuis 1986 ont fait l'objet en France de diverses interdictions. Rasjufus y fait une chronique des événements courants et y analyse la société israélienne, qui sous la pression du Parti national religieux (extrême droite) a permis aux rabinats de mettre la main sur la société civile. Ceci, au point que les commerces et les transports soient fermés le vendredi à partir de 16 heures. A cela, s'ajoutent les attaques visant à la fermeture des séances de cinéma du vendredi soir et à la suppression des rencontres sportives du vendredi après-midi !

Avec l'Intifada, les religieux renforcent encore leur pouvoir ; pour cela ils utilisent les mêmes arguments que les sionistes français : « Seul un Etat hébreu fort peut préserver la paix au Moyen-Orient. Les Palestiniens sont antisionistes, donc ils sont nazis ou "intégristes" (sic). »

A la fin de l'année 1989, l'armée israélienne, bien appuyée par les colons israéliens, avait fait plus de 700 morts. L'Etat hébreu fait ainsi régner la terreur, tout en accusant les Palestiniens d'être des « terroristes », en tentant par exemple de briser toutes les formes de la culture palestinienne, en fermant les écoles, en parquant les Palestiniens dans des ghettos, tout comme le fait le gouvernement sud-africain vis-à-vis des Noirs.

La logique de cette répression étant de pouvoir déplacer les populations palestiniennes vers les autres pays du Moyen-Orient. La répression dans les territoires

occupés ne doit pas faire oublier les camps de réfugiés de Jordanie.

Le sujet du deuxième ouvrage

Retour de Jordanie met l'accent sur les camps où vivent plus de 250 000 Palestiniens, exilés pour certains depuis 1948, d'autres depuis 1967. Ils survivent dans un environnement hostile, luttant chaque jour pour le droit d'exister.

Si la persistance de ces camps découle de la responsabilité directe de l'Etat israélien, il n'en reste pas moins vrai que les pays d'« accueil » des Palestiniens en exil n'ont pas oublié de les parquer ou de les massacrer, comme ce fut le cas durant « Septembre noir ».

Maurice Rasjufus fait ici entrevoir les complexités qui se nouent entre les gouvernements jordaniens et israéliens, ceux-ci ayant tout intérêt à ne pas reconnaître la présence des Palestiniens. Un autre aspect soulevé est le silence gêné des grands « pontes » de l'OLP envers le pouvoir jordaniens, à tel point que l'on peut s'interroger sur les limites de leur antisionisme, qui pourrait facilement glisser vers l'antisémitisme.

A ce constat effectué, nous taire serait cautionner la répression et le colonialisme des Etats hébreu et jordaniens. Ces livres sont pour cela un témoignage irremplaçable. Mais revendiquer un Etat qu'il soit palestinien ne peut nous séduire. Et il paraît difficile qu'un tel front comme l'OLP représente un peuple dans sa totalité. Aussi préférons-nous non pas la création d'un nouvel Etat, mais une libre fédération des peuples.

Sylvain Eischenfeld (gr. Flores-Magon)

(1) Ouvrages vendus, à notre librairie, au prix de 98 et 90 F.

Forum de la librairie du Monde Libertaire

Le samedi 22 septembre, à 16 h 30, un forum sera organisé, au 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) à propos de la vie et de l'œuvre de Pierre-Joseph Proudhon, à la suite de la publication de la revue *Itinéraire*, traitant de ce personnage. Une série d'émissions aura lieu à partir du 29 septembre (tous les 15 jours) sur les ondes de Radio-Libertaire (la première portera sur une présentation générale).

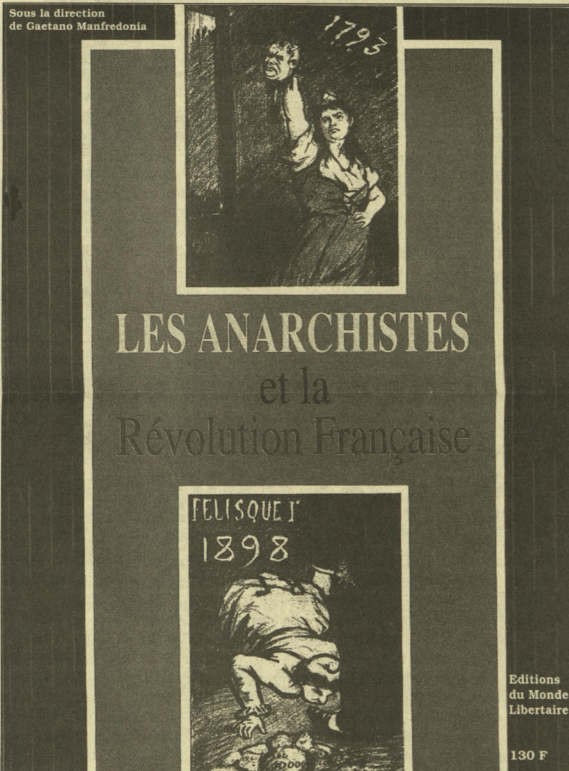
SELECTION RADIO-LIBERTAIRE (89.4)

Samedi 22 septembre
- « *Flagrant désir* » (19 h - 21 h) : Interview du chanteur Jean Guidoni.

Mardi 25 septembre
- « *Blues en liberté* » (10 h 30 - 12 h) : Howling Wolf.
- « *Paroles d'associations* » (19 h 30 - 20 h 30) : Les Ateliers d'écriture Alef, avec le président-fondateur.

NOUVEAUTE

« Les Anarchistes et la Révolution française »



Sommaire de l'ouvrage ci-contre

Introduction

La Révolution française et nous, par Gaetano Manfredonia.

Les ruptures

La Révolution française, l'individu, le souverain et le social, par Georges Navet.

La Révolution et la propriété, victoire de la liberté, échec de l'égalité, par Chantal Gaillard.

Un spectre hante la Révolution : la bourgeoisie, par Christian Ruby.

Le sens d'une imposture, par Philippe Chailan.

Révolution, construction étatique : stabilisation des dominations et capitalisation, par Willy Pelletier, Philippe Chailan et Philippe Boursier.

Les héritages

1789. Révolution et contre-révolution en Angleterre : Godwin et Burke, par René Berthier.

La Révolution française comme archétype : 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande, par René Berthier.

La Commune de Paris (1871) : les mots et les pratiques de la Grande Révolution, par Philippe Boursier et Willy Pelletier.

La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine, par René Berthier.

Pour ou contre la République ? Les anarchistes français et la tradition républicaine : 1848-1914, par Gaetano Manfredonia.

Dictature jacobine et dictature révolutionnaire. Le cas Lénine, par Frank Mintz.

Propriété, Egalité, les deux « mamelles » de la Révolution française, par Yves Peytraut.

L'Humanité un concept neutre ?, par Michel Benasayag et Edith Charlton.

L'achèvement de la Révolution française, par Ronald Creagh.

THEATRE

« La Charge des centaures », de Fernando Arrabal

Nous ne sommes pas à l'abri des prédateurs de la pensée et autres Jean Cau, et à l'instar de bon nombre de mes contemporains, je me suis laissé aller aux lieux communs habituels à propos d'Arrabal. Résultat : j'ai cru, dans le premier quart d'heure de la pièce, à une totale incompréhension de ma part, vu le sujet annoncé et les propos des comédiens.

J'ai cru à un symbolisme abscons, comme certains ont pu le réitérer dans leurs articles. Mais non, comme tous grands dramaturges, de Shakespeare à Bernhard, Arrabal nous fait découvrir ses personnages comme la réminiscence d'un passé de 400 ans. Les êtres, les événements émergent du brouillard du temps. Et la « haute morale » platonique, biblique et œcuménique fait place aux désirs charnels et matériels, voire hégémoniques des conquistadores.

Pour l'histoire, elle-même, rapportez-vous au programme ! La mise en scène est construite des mains de maître de Henri Legendre, qui partage l'espace avec grand talent et en toute complicité avec Philippe Bouclet. A voir absolument !

Le mot « provocation » est omniprésent quand on parle de l'œuvre de Fernando Arrabal. C'est qu'évidemment cette qualité n'est que peu répandue dans notre monde et cela de tous temps. Provoquer une réflexion n'est pas donné à chacun, provoquer un flot d'images, de pulsions émotionnelles, de souvenirs enfouis (et pour cause)... n'est pas de tout repos et à l'encontre d'aucun névrosé pathologique, je serai d'avis de l'en remercier.

Gérard Gouarin

La Charge des centaures, de F. Arrabal, est joué chaque soir à 21 h, jusqu'au 30 septembre, au théâtre « Accatone 19 », 20, rue Cujas, 75005 Paris. Attention, la salle ne doit contenir que 19 personnes, réservez donc au (1).46.33.86.86.

PUBLICATION

Les cahiers du « Gai-Kitsch-Camp »

Lille peut s'enorgueillir d'abriter la première maison d'édition de textes d'archives de la sensibilité « gaie ». En effet, depuis un an déjà, l'association Gai-Kitsch-Camp (GKC) (1) a tenu à fêter à sa façon le Bicentenaire en publiant des pamphlets au nom redoutable : *Les enfants de Sodome à l'Assemblée nationale*, anonyme de 1790 (Cahier I), *Les Petits bougres au manège*, anonyme de 1791 (Cahier II), *Vie Publique et privée du ci-derrière Marquis de Villette*, anonyme de 1792 (Cahier III), *La Liberté, ou Mlle Raucourt*, idem (Cahier IV).

La collection 1990 s'est axée sur le XX^e siècle et donne un large panorama des diverses approches de cette sensibilité. L'approche littéraire, avec la réédition de l'« Enquête sur l'homosexualité en littérature », parue dans un numéro de la revue

Marge, de 1926 ; une approche de sexuelle et de militant, avec *Les Homosexuels de Berlin*, par le Dr Magnus Hirschfeld (1908) ; une approche pamphlétaire enfin avec *Les Mémoires du baron Jacques*, par A.S. Lagail, singulier anarchiste, qui fustigeait le baron Adelsward-Fersen (le héros de *L'Exilé de Capri*, par Roger Peyrefitte) en 1904.

Les études contemporaines ne sont pas négligées, pour autant, puisque la collection suivante est consacré aux *Actes du colloque de la Sorbonne* (décembre 1989) intitulés « Homosexualité et lesbianisme, mythes, mémoires, historiographies ». Pour 1991, est prévu une exposition « Caricature, sexualité et politique », autour du livre de John Grand-Carteret, *Derrière lui* (1908), livre qui rassemble 150 caricatures parues dans les journaux alle-

mands, autrichiens, italiens, hollandais... sur les scandales des procès allemands de 1907. Ce livre fait déjà l'objet d'une souscription.

L'association GKC est, de plus, co-organisatrice de la rétrospective Pasolini, qui se déroulera en novembre de cette année. Elle compte publier à cette occasion un cahier de textes critiques, traduits de l'italien.

L'association sera présente, prochainement, à « La Fureur de lire » et présentera, à cette occasion, une conférence au Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux sur « La Fureur de lire à la fin du XVIII^e siècle ».

Patrick Cardon

(1) Association Gai-Kitsch-Camp, BP 122, 59027 Lille cedex. Tél. : (16).20.06.33.91.

RENDEZ-VOUS

ANNECY
Il existe une liaison FA sur Annecy (Haute-Savoie), on peut la contacter en s'adressant aux Relations Intérieures qui transmettront.

BORDEAUX
Le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste tient ses permanences chaque samedi de 15 h à 17 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

LILLE
Le Centre culturel Benoît-Brouchoux, situé 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), à Lille, reprend ses activités. Sa bibliothèque est ouverte le mercredi en soirée et le samedi en après-midi.

LYON
Le samedi 29 septembre, en après-midi, sera inaugurée la librairie anarchiste La Plume noire, située au 13, rue Pierre-Blanc (La Croix-Rousse), 69001 Lyon.

NANCY
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vend le Monde libertaire chaque dimanche, à partir de 10 h, sur le marché de Vandœuvre. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

PAU
Une liaison existe à Pau (Pyrénées-Atlantiques) on peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARIS
Le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste vend le Monde libertaire chaque dimanche, à l'entrée du marché de la place des Fêtes (19^e arrondissement) entre 10 heures et midi.

ARIEGE

Un château et mille pattes

Il est des individus aux projets « fous ». Les adhérents de l'association ariégeoise le Mille-pattes, aux allures de babas post-soixante-huitards, en sont du nombre. Pensez donc ! ils se sont mis en tête, il y a quelques années de créer « un espace culturel où puissent s'exprimer toutes les différences ». Pour ce faire, en 1987, s'est constituée l'association à Saint-Girons, à l'initiative de Cathou Massat. L'idée, dès l'origine fut de trouver un lieu suffisamment grand pour permettre l'expression de tous conjuguant défense de la nature et activités culturelles.

Un château en Ariège

A la suite d'une prospection, un château s'est imposé en 1989, dans l'esprit des 150 membres de l'association. Un château de l'an 1000, surplombant l'Arize, à Durban, dans la région du Couserans : le castel, abandonné depuis bien longtemps, de Saint-Barthélémy. Sont mis dans le coup le RAT (Réseau alternatif touristique), les CIGALES (Clubs d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'épargne) et l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative). Une première démarche de l'association est de contacter l'architecte départemental, M. Ogot, pour lui demander son avis sur l'état du château. Il lui sera précisé que les membres du Mille-pattes souhaitent conserver la « magie des lieux », en

ne touchant pas aux pierres sinon pour mener à bien la restauration des endroits fragilisés par le temps. En janvier 1990, une promesse de vente est signée. Il faut ensuite réunir les 190 000 F nécessaires à l'acquisition du château et de ses 18 hectares de terrain ; les amis sont donc sollicités et le conseil général y va de sa subvention de l'ordre de 30 000 F.

Le 9 juin, Léo Ferré, Paco Ibáñez et Jacques Higelin viennent prêter leur concours, par le biais d'un concert de soutien, réunissant 3 000 spectateurs au parc des expositions de Saint-Girons. Certains notables, proches de la municipalité PS, dirigée par le ministre de l'industrie, M. Jacques Fauroux, et le quotidien local la Dépêche du Midi snobèrent l'événement, au point de le taire. Il est vrai que le Mille-pattes pose au maire-ministre de Saint-Girons certains problèmes sur le terrain de l'écologie.

En bout de course, une société civile immobilière a été constituée avec le concours de l'ALDEA et du chanteur toulousain Claude Nougaro, séduit par le projet. Un ambitieux projet que voici, maintenant, exposé.

A l'été-automne 1990, il était prévu la viabilisation du terrain (rempierrage du chemin conduisant au château, adduction d'eau avec système photovoltaïque, prototype éolienne, prototype sanitaires à bactéries). En raison d'un léger retard, pris dans les tractations liées à la vente, en août les choses n'étaient pas encore tout à fait mises en route. Ce le sera l'été prochain sûrement ; si l'on en croit les adhérents du Mille-pattes, disposés à

œuvrer dans ce sens, dès à présent. A ce travail d'envergure doivent s'ajouter des animations (stage d'orpillage dans l'Arize, escalade, animation de cirque avec Los Ratpis, parapente, tir à l'arc, équitation...) et l'élaboration de projets plus spécifiques (remise en route de l'ancienne truffière, création d'un séchoir solaire, faire l'inventaire de la faune et de la flore, construire des habitats dits provisoires (tipis, chapiteau, yourtes, zômes...), créer un atelier bois, mettre sur pied une SARL énergies douces).

D'autres réalisations devraient suivre, au printemps 1991 : l'agencement des terrasses ; la mise en place d'ateliers de créations artistiques ; la mise en place de chantiers avec la participation de chantiers de jeunesse, du Service civil international (SCI) — dont un établissement fonctionne à Oust —, des Lycées d'enseignement professionnel et diverses associations en vue de restaurer la façade Est du castel, qui doit servir de décor à des spectacles envisagés ; l'organisation de stages d'archéologie en liaison avec des universités et des grandes écoles régionales et nationales, et en fin de compte la création d'un musée. Un peu plus tard est envisagée l'ouverture de centres de formation et de recherche architectural, biotechnologique, avec pour objectif l'autonomie énergétique du site et enfin la création d'une Organisation non gouvernementale (ONG), orientée en direction de l'aide au tiers monde.

Des aspects du projet... à la renaissance d'un village

Par diverses animations, le Mille-pattes compte sensibiliser la population ariégeoise. Fêtes au château, compétitions sportives, journées de plantation d'arbres et de fleurs sont envisagées. Par ailleurs, une maquette du site, donnant une idée des réalisations futures, est exposée à la mairie de Durban-sur-Arize.

Durban, un village, qui au demeurant peut compter sur l'occupation de son castel pour retrouver une seconde jeunesse, malgré les problèmes liés à l'exode rural.

Le développement du projet en cours relève du financement par mille pattes des dépenses engagées, à concurrence de 100 F mensuels versés pendant un an. Trouver mille pattes pour triompher tel est le défi que compte relever l'association. Si cela vous dit... d'autant qu'à l'inverse des projets technocratiques autoroutiers et de l'industrie papetière locale, qui menacent actuellement le Couserans, l'objectif du Mille-pattes est des plus sympathiques.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais) (avec le concours du Mille-pattes)

(1) « Le Mille-pattes » : 53, rue Saint-Vallier, 09200 Saint-Girons.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La dette irakienne, L'affaire Morlot.
PAGE 2 : Linguistique, Amis lecteurs.
PAGE 3 : La rentrée scolaire, Les mal-logés (suite), Communiqué FA.
PAGE 4 : Serre de la Fare en lutte, Le pont du Gard en péril, Réflexion sur l'écologie, La résistance face au TGV.
PAGE 5 : La dette irakienne (suite), Meurtres et répression en Turquie, L'Irak : une dictature immuable !
PAGE 6 : RDA : qui financera l'Anschluss, Les rues de Göttingen, RFA : Que veut la FAU, Pays-Bas : contre la COVRA.
PAGE 7 : RL, Notes de lecture, Nouveautés, Les cahiers gais, Théâtre.
PAGE 8 : Le Mille-pattes, Contre les « nucléocrates », En bref, Infos FA.

EN BREF

PUBLICATION

Le n° 39 de Ruptures, la revue mensuelle de l'OCL de Champigny, est disponible au prix de 9 francs, à la librairie du Monde libertaire. Pour contacter sa rédaction écrivez à Rupture, BP 01, 94501 Champigny cedex.

« COURANT ALTERNATIF »

Le mensuel de l'Organisation communiste libertaire (OCL) est en vente dans les kiosques depuis cet été... pensez-y !

NON A LA DOUBLE PEINE !

Victime du principe de la double peine, qui vise à expulser un citoyen étranger du territoire national français après une condamnation agréement d'une peine d'emprisonnement, Mohamed Zekri, Algérien né en France, en 1959, marié et père de deux enfants est menacé depuis juin 1990 (après que sa libération soit survenue en septembre 1984) d'une expulsion en direction d'une Algérie qui lui est inconnue et où il n'a plus aucune attache familiale. Contre cette décision administrative inique, niant les droits de la famille et les droits de l'enfance un comité de soutien s'est constitué ; on peut le contacter en téléphonant numéro suivant : (1).43.57.38.15.

PARUTIONS



TEE-SHIRT

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille a édité un tee-shirt reproduisant le dessin de Reiser « Vive l'anarchie... Mieux que ça ! ». Son prix est de 50 francs. Ce tee-shirt est à commander à Jean-Pierre Louy : 9, cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille.

PRESSE

Le n° 71 de Contre vents et marée (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à l'association « Contre Courants », la Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller à l'ordre de l'association).

CONGRES « NUCLEOCRATE » DE LYON

Enfer et damnation !

Chassé de Genève, par une poignée d'Helvètes survoltés, le congrès des « nucléocrates » se réfugie cette année dans la paisible (?) ville de Lyon. Du lundi 24 au vendredi 28 septembre, experts et techniciens, grands maîtres de la connaissance servile, éduqués, logés, nourris, grassement payés par l'Etat central français et ses partenaires industriels rencontreront leurs homologues étrangers, débattront, visiteront la ville et dégusteront la savoureuse cuisine lyonnaise.

**Nous ne pouvons pas l'accepter !
Levons-nous, otages de l'atome !**

Les Verts, qui depuis quelques années, préparent avec application la gestion des futures catastrophes ont concocté un contre-colloque où leurs contre-experts contreront les experts, ainsi qu'une manifestation d'une distance de 850 mètres maximum (ceci dans le cadre du collectif « Tournons la page »).

nous, qui ne sommes pas des experts, mais qui sommes pourtant contre, nos motivations vont plus loin que la peur : le lobby nucléaire, au travers de ses composantes (flics-Etat-capitalisme) joue avec nos vies et les contrôle en toute quiétude. Les retombées profitent à tout le monde ; elles se comptent en dollars pour les industriels, en augmentation de pouvoir pour les dirigeants, en becquereil pour la population.

Comme le disent, eux-mêmes, les nucléocrates : « Lyon est située au cœur de la région européenne la plus nucléarisée, ainsi le congrès aura lieu dans l'environnement le plus sympathique ».

Rendons cet environnement encore plus sympathique en sabotant tous ensemble cette « grand messe nucléocrate », par tous les moyens possibles (y compris légaux).

Parce qu'il n'y a pas de raison que nous soyons les seuls emmerdés.

La manifestation sera l'introduction à une semaine que nous espérons bien chargée.

Manif de protestation, le samedi 22 septembre, à 13 h 30, Place des Terreaux.

Colloque « nucléocrate » du 24 au 28 septembre, à Eurexpo.

Collectif « Court-circuit » :
c/o CUL, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon

Communiqué de l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste appelle à manifester le samedi 22 septembre, à partir de 13 h 30, Place des Terreaux, ceci indépendamment du collectif « Tournons la page », que l'Union régionale a quitté à la suite de dissensions survenues avec le parti des Verts.